

**Climat - One Planet Summit -  
Union européenne - Entretien de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République, avec le quotidien «Le  
Monde» - Extraits**

(Paris, 13 décembre 2017)

**Q** - Quinze mille scientifiques internationaux ont publié, mi-novembre, un appel pour alerter sur l'état de la planète et dire qu'il sera «bientôt trop tard pour agir». Estimez-vous, comme eux, que notre modèle de développement n'est pas viable pour l'humanité ?

**R** - Oui ! Et je me réjouis que ce constat soit de moins en moins contesté. La prise de conscience s'est progressivement faite sur les vingt dernières années, puis il y a eu un moment et un engagement forts sur le plan juridique et diplomatique avec la COP21 et l'Accord de Paris. Mais cet accord ne comporte pas de mécanisme de sanction et a été fragilisé par la décision américaine d'en sortir. Les engagements internationaux nous placent aujourd'hui sur une trajectoire de 3,5°C de réchauffement de la planète. Nous sommes donc très loin de l'objectif de l'Accord de Paris de contenir la hausse des températures sous le seuil de 2°C, et si possible 1,5°C. Sans une mobilisation beaucoup plus forte, un choc dans nos propres modes de production et de développement, nous n'y parviendrons pas.

**Q** - Quel choc ?

**R** - Une série d'actions aux niveaux national, européen et international. C'est l'objectif de ce sommet du 12 décembre. Nous ne pouvons plus nous contenter de déclarations. Le système des conférences climat [les COP] présente un intérêt diplomatique et a le mérite de placer les acteurs gouvernementaux sous tension, dans le cadre d'un multilatéralisme. C'est pourquoi il faut aussi continuer à avancer sur ce chemin. Mais nous voyons bien ces dernières années que ce sont les régions, les villes, les acteurs privés, l'ensemble du secteur financier privé et public qu'il faut dorénavant mobiliser pour passer à l'étape d'après, en réorientant les flux vers un modèle productif différent et en transformant les comportements.

**Q** - Incluez-vous dans ce «choc», comme le demandent les experts, le renoncement à exploiter les réserves mondiales de ressources fossiles, qui représentent 85% des émissions humaines de gaz à effet de serre ?

**R** - Oui. Et nous le prouvons : la France est le premier pays à le faire concrètement. À l'horizon 2040, nous aurons cessé toute exploitation des gisements de pétrole et de gaz du sous-sol national, en métropole et en outre-mer. Pour ce faire, d'ici la fin de l'année, nous aurons voté les dispositions pour en finir avec les hydrocarbures, et nous n'accorderons plus de permis de recherche, y compris offshore. Nous avons un modèle productif qui nous permet de le faire plus vite que d'autres, mais il faut collectivement organiser la transition de toutes nos

économies vers la fin de l'exploitation de fossiles.

Q - Pour la France, c'est presque symbolique, compte tenu de la faiblesse de la production nationale... Comment convaincre les gros pays producteurs ou les pays pauvres ?

R - Les conséquences sont évidemment différentes selon les catégories de pays. Mais parmi les pays développés, certains n'empruntent même pas le début de ce chemin. Le gaz de schiste continue ainsi à figurer dans les priorités des États-Unis, et le charbon continue à occuper une place importante dans le modèle productif de plusieurs pays européens. Tout cela n'est pas cohérent avec nos engagements. Chacun va dorénavant devoir se mettre en cohérence avec ses engagements internationaux. Par ailleurs, nous sensibiliserons plus directement les pays dont l'économie dépend du modèle hydrocarbures, notamment les puissances gazières ou pétrolières, et nous les aiderons à diversifier leur économie. L'environnement actuel, avec notamment la dépréciation du prix du pétrole, peut nous y aider. Enfin, il reste la grande question des pays en développement. L'objectif du sommet d'aujourd'hui, organisé avec la Banque mondiale, est de tout faire pour les aider à se développer sans passer par la case des énergies fossiles. La clé, c'est que la Banque mondiale ainsi que tous les financeurs et bailleurs internationaux réorientent leurs financements pour soutenir moins de projets faisant appel aux énergies fossiles et beaucoup plus ceux utilisant l'énergie solaire ou éolienne.

Q - Faut-il aller plus loin en direction des entreprises françaises en les incitant ou en les contraignant à ne plus investir dans les énergies fossiles ?

R - Nous utilisons ces deux outils. Nous avons, par exemple, décidé de fermer avant la fin du quinquennat les centrales à charbon. Mais la contrainte n'est pas une solution applicable à tous les secteurs. Concernant les véhicules par exemple, notre objectif est d'inciter beaucoup plus à l'achat d'électriques et d'hybrides, et c'est pourquoi nous avons poursuivi la politique de bonus à l'achat et nous augmentons par ailleurs progressivement les taxes sur le diesel pour mettre fin à terme à l'avantage dont disposait ce carburant. Nous plaçons aussi pour un standard d'émissions ambitieux pour les véhicules neufs au niveau européen. Mais interdire totalement les véhicules essence et diesel de manière contraignante, ce n'est pas réaliste à court terme. Ce qu'il faut plutôt faire dans le secteur privé, c'est la constitution d'une coalition pour accélérer les investissements dans le renouvelable et dans les nouveaux modes de production. Nous incitons les grandes entreprises énergétiques à le faire, notamment celles dont nous sommes actionnaires, comme EDF, qui est en train de s'engager de plus en plus massivement dans le solaire et l'éolien offshore. Ce que nous voulons faire, c'est changer l'orientation des financements du secteur privé, qu'il s'agisse de l'assurance, des banques, des fonds souverains. Car le nerf de la guerre est là. C'est comme cela que nous parviendrons à faire levier pour changer notre système en profondeur.

Q - Comment ?

R - C'est une proposition que nous faisons à l'occasion du sommet, en direction notamment des régulateurs, pour prendre en compte l'objectif de transition climatique dans les réglementations financière, bancaire et assurantielle. Nous devons également mobiliser l'argent privé vers le financement de ces projets. Pour ce faire, deux coalitions très importantes vont être annoncées aujourd'hui : la coalition des philanthropes pour contribuer beaucoup plus à la lutte climatique

avec, en particulier, les financeurs américains qui sont prêts à compenser une partie de l'engagement public fédéral américain, et une coalition des fonds souverains. Grâce, notamment, à l'implication très forte de la Norvège, plusieurs fonds souverains vont s'engager à financer massivement la transition énergétique. Outre la Norvège, il s'agit des fonds souverains des Émirats arabes unis, du Koweït et de la Nouvelle-Zélande. Ils représentent, ensemble, des milliers de milliards de dollars.

Q - L'opulence de ces fonds est liée à l'exploitation des énergies fossiles. C'est une forme de paradoxe !

R - Oui, mais si ces économies de rente acceptent de mettre une partie de leurs ressources sur le financement de la transition, tout le monde est gagnant, et d'abord la planète. C'est la condition pour que ces pays sortent des énergies des fossiles. C'est aussi la condition pour une vraie transition géopolitique, parce que derrière tous ces sujets - l'urgence de la planète, l'avenir de notre génération -, on parle d'une géopolitique contemporaine. Ces économies de rente, ce sont celles qui induisent les grands déséquilibres que l'on connaît, par exemple, au Proche et Moyen-Orient. On ne peut pas prétendre gérer la construction de la paix et lutter contre les déstabilisations géopolitiques de la planète sans traiter ce sujet.

Q - Les philanthropes sont-ils en train de combler le vide financier laissé par les États ?

R - D'un État en l'espèce, l'État fédéral [américain] ! Les villes, les régions, les États fédérés et les acteurs privés américains sont en situation de compenser la contribution de Washington. Bill Gates annoncera ainsi 600 millions d'euros fléchés vers l'adaptation, la France complètera pour atteindre le milliard. Mais l'annonce budgétaire la plus importante pour la France, c'est l'augmentation des crédits dédiés à l'adaptation environnementale des pays du Sud, pour les porter à 1,5 milliard par an à partir de 2020. C'est cohérent avec l'engagement que j'ai pris de consacrer 0,55% du revenu national brut à l'aide publique au développement en 2022.

Q - Nicolas Hulot avait dit, avant de devenir ministre, que c'est le pape et la finance qui sauveraient le climat...

R - Ce qui sauvera le climat, ce ne sont plus des grands sommets diplomatiques classiques, c'est une mobilisation de tous les jours, c'est beaucoup plus de transparence, c'est des aiguillons permanents et c'est l'ensemble des composantes de la société. C'est exactement pour cela que ce sommet a été conçu. Son objectif est d'allier des messages d'indignation - parce que les gens se sont endormis - et un appel à la mobilisation, l'action concrète. Depuis l'Accord de Paris, plein de sujets ont été abandonnés ou laissés en jachère. Aujourd'hui, nous dévoilons une douzaine de grands engagements. Ce ne sera donc pas une déclaration classique, mais une déclaration d'action.

Q - Les COP ne sont plus le lieu de l'action climatique ?

R - C'est un cadre, mais il est gouvernemental. Or, comme vous l'avez vu dans les COP qui ont suivi l'Accord de Paris, et comme la société civile internationale a eu raison de s'en émouvoir,

les gouvernements peuvent s'endormir ! On parle de temps long. Or, nos démocraties ont une préférence pour le temps court, il faut donc que la conscience citoyenne puisse peser sur l'action de long terme des gouvernements. La bonne image qu'a aujourd'hui la France à l'international correspond au leadership que nous avons repris sur le climat suite à la perte de ce leadership par les États-Unis d'Amérique. L'investissement dans la transition climatique va devenir un bon argument pour que nos entreprises attirent de nouveaux investisseurs et de nouveaux clients.

Q - Vous avez relancé récemment le projet d'une taxe sur les transactions financières (TTF) à l'échelle européenne, mais celle-ci continue de diviser les Européens...

R - Pour éviter des débats techniquement compliqués, j'ai proposé quelque chose de simple : relançons la coalition autour du modèle de TTF à la française. Elle ne nuit pas à notre compétitivité financière puisque nous l'avons déjà. Or, la TTF n'a pas fait fuir nos banques, nous sommes même en train d'en attirer suite au Brexit ! Je propose donc que nous la généralisons à tous les pays prêts, et que nous consacrons le produit de cette taxe à la transition climatique. Je souhaite donc qu'en 2018, nous avancions concrètement sur ce sujet. La Belgique est prête à la faire, nous pouvons avoir une vraie discussion avec l'Italie, et l'Allemagne peut également se joindre à nous.

Q - Vous défendez un prix plancher de la tonne de CO2 à 30 euros à l'échelle européenne pour faire changer les comportements. Comment convaincre des partenaires réticents ?

R - Là où le sommet fera apparaître un manque européen, c'est sur le prix du CO2. L'Europe n'est pas au rendez-vous. Pourtant, plusieurs pays européens sont prêts à aller plus loin. Si l'on veut changer les comportements, il faut un prix plancher à 30 euros la tonne et une taxe aux frontières. Il faut prévoir des mécanismes pour aider les industriels qui seront pénalisés, mais aussi un mécanisme qui associe le plus grand nombre d'États possible, car cela n'a de sens que si c'est un effort collectif. Je compte beaucoup sur la capacité de notre partenaire allemand à avancer avec nous. Je sais que beaucoup de lobbys sont contre - le lobby de l'automobile, celui de l'industrie lourde -, mais sans ce choc pour modifier les comportements productifs, nous n'obtiendrons pas de résultat.

Q - La France est en retard sur l'énergie renouvelable. Que faire ?

R - Dans les économies développées, le financement ne manque pas pour les projets climatiques et les projets environnementaux. Qu'est-ce qui manque ? Une accélération des projets. Le cœur de la bataille dans les pays européens, et notamment en France, c'est d'aller beaucoup plus vite sur les projets de renouvelable. Il faut pour cela adapter la réglementation. La loi sur le «droit à l'erreur» est une première étape de cette transformation en profondeur de nos règles et de nos procédures. Nous devons simplifier les procédures d'autorisation et accélérer massivement le traitement des recours. Car ce sont les projets environnementaux qui font l'objet du plus grand nombre de recours ! Nous sommes également très mauvais sur le délai des raccordements aux réseaux électriques, parce qu'il s'agit d'une économie de rente.

Q - Vous avez listé une série d'engagements qui seront tenus d'ici la fin du quinquennat, mais

il y a un premier coup de canif, c'est la diminution de la part du nucléaire...

R - Non. Ce n'est pas un coup de canif du tout. J'ai toujours été clair. D'abord, il faut sortir d'un débat qui est totalement fallacieux : le nucléaire n'est pas une énergie qui est mauvaise pour le climat. Que donnerait la sortie accélérée du nucléaire ? À court terme et à technologie constante, cela conduirait à maintenir et même à ouvrir des centrales à charbon ou thermiques. Nous vivons donc, jusqu'à présent, dans une immense hypocrisie française : pour que les 50% soient atteignables en 2025, il aurait fallu fermer plusieurs centrales nucléaires durant le précédent quinquennat. Donc ma position sur le nucléaire est à la fois très claire et très ambitieuse : nous allons descendre le plus vite possible vers 50% de nucléaire, mais à condition de ne pas émettre plus de gaz à effet de serre !

Q - Pourquoi ne refixez-vous pas une échéance ?

R - Je souhaite que la programmation pluriannuelle de l'énergie qui sera présentée en 2018 puisse fixer une trajectoire qui soit, cette fois-ci, crédible.

Q - Il n'y a donc pas de nouveau calendrier ?

R - Non. Nicolas Hulot, avec beaucoup de courage, est sorti d'une hypocrisie française. On avait fixé un agenda intenable sans prendre les décisions qui allaient avec, sans programmation pluriannuelle. Voilà la réalité. Si l'on est d'accord pour considérer que la première priorité, c'est le réchauffement climatique, l'urgence est alors de fermer des centrales thermiques et celles au charbon. Or, personne ne l'avait fait. Nous allons le faire avant la fin du quinquennat, je ne renvoie pas cette décision à mes successeurs. Donc, si je veux tenir notre agenda concernant le climat, je ne peux pas accélérer de manière induite l'agenda nucléaire. Parce qu'une forte baisse de capacité nucléaire ne peut pas être immédiatement remplacée par du renouvelable, car les sources d'énergie renouvelable comme le solaire ou l'éolien sont intermittentes. Tels que sont faits les réseaux, nous ne pouvons pas remplacer plusieurs gigawatts de nucléaire par autant de gigawatts d'éolien ou de solaire. À technologie constante, la seule façon de le faire massivement, et d'ailleurs le cas allemand le montre bien, ce serait d'ouvrir du thermique ou du charbon ou de recourir à du gaz acheté à l'étranger - et cela, c'est à la fois réduire notre souveraineté et accélérer le changement climatique. Je ne le veux pas et je l'assume totalement.

Q - Et Fessenheim ?

R - Je tiens mon engagement : Fessenheim sera fermée et sera totalement fermée, je ne reviens pas en arrière. Je n'exclus aucune autre décision de fermeture de centrale, y compris durant le quinquennat, mais ça dépend du chemin critique qui sera trouvé pour être réaliste sans augmentation de nos émissions de gaz à effet de serre. Je ne fermerai pas des centrales pour donner des gages politiques. Je fermerai des centrales le jour où je serai certain que ça n'aggrave pas le réchauffement climatique.

Q - La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) définira-t-elle le nombre de réacteurs à

fermer ?

R - La PPE définira nos capacités en réacteurs nucléaires. Tout cela dépend de quoi ? D'une accélération sur la production d'énergie renouvelable. Et de deux choses sur lesquelles je ne suis pas éclairé aujourd'hui : l'avancée de nos recherches sur le stockage pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables, et le calendrier de l'ASN [Autorité de sûreté nucléaire] sur le plan de la sûreté des centrales nucléaires aujourd'hui en service. Je ne transigerai en rien sur la sûreté. Et donc, pour être très concret, si l'ASN me dit qu'il faut fermer des centrales durant le quinquennat pour des raisons de sûreté, ce sera fait.

Q - À l'échelle européenne, comment faire pour convaincre des pays très réticents d'aller dans le sens de la transition écologique ?

R - Concernant les émissions de CO<sub>2</sub>, je considère que nous ne sommes collectivement pas au rendez-vous. La Commission européenne est prête à s'engager sur de nombreux points, notamment pour réorienter ses financements et prendre davantage en compte la priorité écologique. Mais nous affrontons sur ce sujet tout le problème du fonctionnement de l'Europe. Est-ce que, sur ce sujet, nous devons uniquement avancer à 27 ? À la Sorbonne, j'ai donné une méthode en proposant de faire de la coopération renforcée avec certains pays pour créer une dynamique, avancer concrètement dès à présent. Qu'est-ce qui définit la souveraineté européenne ? Ce n'est certainement pas le statu quo. Ce qui m'intéresse, c'est plutôt de savoir quels sont les États qui ont envie de travailler ensemble sur les sujets environnementaux, numériques, sociaux, de défense, de migration, et sont prêts à s'engager pour faire un geste de plus.

Si l'Europe n'est pas au rendez-vous, elle peut perdre sa souveraineté énergétique. Si nous refusons de sortir du charbon et si nous n'excluons pas l'ouverture de nouveaux projets avec des puissances qui ne sont pas nos plus grandes amies, sous prétexte qu'elles peuvent nous fournir du gaz, nous risquons de ne pas être au rendez-vous de la lutte contre le réchauffement climatique et de perdre en outre de la souveraineté géopolitique. Tout se tient ! La solution est donc dans la coalition des bonnes volontés : quels sont les États européens prêts à avancer rapidement ? Plusieurs s'exprimeront à ce sujet aujourd'hui.

Q - Quitte à assumer une Europe à deux vitesses ?

R - Mais l'Europe est déjà à plusieurs vitesses ! Ce dogme selon lequel l'Europe serait un monolithe homogène est faux. Vous avez l'Europe de Schengen, l'Europe de la zone euro... Je préfère une Europe à plusieurs vitesses de l'ambition à une Europe à plusieurs vitesses de la résignation. Il faut assumer d'avoir une avant-garde composée de pays qui ont envie d'aller plus loin, notamment sur les questions énergétiques.

Q - Plusieurs ONG considèrent que vous tenez de grands discours à l'international, mais menez peu d'actes concrets au niveau national. Par exemple, sur la part du nucléaire, mais aussi sur le glyphosate...

R - Où en étions-nous avant que la France intervienne ? Nous allions tranquillement vers une reconduction du glyphosate pour dix ans en Europe ! C'est la France qui a mis le pied dans la porte. Si on ne l'avait pas fait, personne n'aurait bougé. Nous avons mis le maximum de pression. Au final, côté européen, nous avons limité la reconduction à cinq ans, ce qui est deux fois moins que ce qui était initialement prévu, et nous avons fixé, côté français, l'objectif d'en sortir dans trois ans.

J'entends et je respecte les activistes qui voudraient sortir avant-hier, mais je suis en charge de l'intérêt général. Aujourd'hui, il y a des agriculteurs français qui, en toute honnêteté, ne savent pas faire sans Roundup. Par ailleurs, l'INRA [Institut national de la recherche agronomique] explique qu'il n'y a aujourd'hui pas de substitut au glyphosate qui garantisse une compétitivité égale, sauf à désherber à la main. Nos agriculteurs ne pourraient donc pas tenir face aux Italiens, aux Espagnols, aux Belges qui continueraient à utiliser le glyphosate.

Q - Qu'allez-vous faire dans les trois ans qui viennent ?

R - Nous allons accélérer la recherche et lancer une coopération renforcée. J'ai pris au mot la chancelière Merkel, lorsque je l'ai vue au sommet d'Abidjan en lui disant : «Tu as dit que tu étais contre [la position prise sur le glyphosate par le ministre de l'agriculture allemand] ? Très bien, je te propose une coopération renforcée, nous on essaie de le faire en trois ans.» Elle m'a répondu : «Chiche.»

Tous les États membres prêts à trouver en trois ans une alternative au glyphosate sont les bienvenus. Il y aura toujours des voix pour dire que ce n'est pas assez. Mais je prends des engagements clairs et cohérents, je ne suis jamais dans les incantations. Je refuse les débats polarisés entre ceux qui ne veulent jamais rien changer et ceux qui voudraient tout changer tout de suite. Sur le glyphosate, je me bats aussi contre les lobbys et au niveau européen pour avoir une expertise indépendante. Il est intolérable d'avoir une expertise faussée par des intérêts partisans.

(...)/.